

Patrick Pailloux, DCSSI: « L'Etat sera présent sur les réseaux »

Monaco - C'est sur les terres monégasques que cette **8ème édition des Assises** de la sécurité a débuté. Patrick Pailloux, le directeur général de la sécurité des systèmes d'information a pu donner le « La » en matière de politique gouvernementale de sécurité.

Il a plaidé pour une véritable « *stratégie française qui prend en compte des attaques probables et risquées tel que les cas de l'Estonie ou de la Géorgie* ». Dans un contexte où certains Etats utilisent la guerre cyber comme un véritable arsenal militaire, la position française se devait donc d'être au fait de ces problématiques.

En partant du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, le risque d'une attaque informatique contre les infrastructures nationales est une des menaces majeures des 15 prochaines années. C'est dans ce contexte qu'il identifie un certain nombre de mesures à prendre afin de contrer ce risque.

Parmi elles, il faut noter : la création d'une capacité de détection précoce des attaques informatiques, le recours accru à des produits et des réseaux de sécurité de haut niveau et la mise en place d'un réservoir de compétence au profit des administrations et des opérateurs d'infrastructure vitale.

Pour mener à bien cette stratégie, le gouvernement a décidé la création d'une agence nationale qui sera chargée de la sécurité des systèmes d'information. Cette agence reprendra, en les renforçant sensiblement, les moyens et les effectifs de la DCSSI.

Une politique qui passe par l'information auprès d'un large public quant à l'éventail des menaces existantes. Les entreprises, tout comme les particuliers peuvent donc être informés des communications de la DCSSI. Pour son directeur, « *Avec le cas de Neosploit ou sur notre avertissement sur les versions bêtas, nous donnons des conseils pour être plus informé* ».

Patrick Pailloux s'est aussi lancé dans une vive critique de l'attitude française prompte à la « lamentation ». C'est pourquoi un nouveau centre dédié à la cyber-défense devrait voir le jour.

Et d'enfoncer le clou en répétant que la France passera dans les années à venir à la vitesse supérieure. « *Nous avons la volonté, à l'avenir, de changer de braquet. Nous allons d'ailleurs beaucoup embaucher* ».

Un « changement » dans la droite ligne du Livre Blanc voulu par Nicolas Sarkozy.